



M. L. B. PEARSON

M. H. LANGE

M. G. MARTINO

Le comité spécial nommé par le Conseil de l'Atlantique Nord dans le but « d'améliorer et de développer la coopération dans des domaines non militaires et d'accroître l'unité au sein de la Communauté atlantique » se compose du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. L. B. Pearson; du ministre des Affaires étrangères de Norvège, M. H. Lange; et du ministre des Affaires étrangères d'Italie, M. G. Martino.

Le communiqué suivant a été publié à l'issue des travaux du Conseil atlantique:

SESSION MINISTÉRIELLE DE L'OTAN, 4-5 MAI 1956

Texte du communiqué

Les puissances atlantiques ont conclu il y a sept ans le Traité de l'Atlantique Nord pour protéger leurs idéaux communs et leur civilisation contre la menace communiste. Elles avaient vu en effet mis en péril tous les droits humains que leurs peuples tiennent pour essentiels à la vie et à la liberté, et plus particulièrement le régime démocratique, la liberté individuelle, le règne de la loi et la liberté de la presse. La disparition du dernier régime libre en Europe orientale, celui de la Tchécoslovaquie, le blocus de Berlin en 1948, et deux ans plus tard l'invasion de la Corée portèrent à son point culminant l'inquiétude du monde libre. La nécessité d'une protection militaire collective devenait d'autant plus évidente qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale le monde libre avait désarmé.

C'est ainsi que l'OTAN et ses forces ont été constituées, et c'est pour ces raisons que les sacrifices nécessaires pour la protection de la Communauté atlantique ont depuis lors été supportés en commun.

2. Les efforts que les puissances atlantiques ont déployés pour la défense collective n'ont pas été vains. Ils ont effectivement découragé les intentions agressives des Soviétiques en Europe et contribué à l'adoption par le Gouvernement soviétique d'une politique dite de coexistence.

Dans la mesure où cette politique comporte une certaine détente et l'admission par le Gouvernement de l'URSS que la guerre n'est plus inévitable, elle est accueillie avec satisfaction par les puissances atlantiques, qui ont toujours défendu cette idée.